

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 27/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VEOLIA EAU NARBONNE-BIOTERRA**

14 rue Béranger  
BP 835  
11100 Narbonne

Références : **UID11/66-C3-2024-181**  
Code AIOT : 0018200036

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement VEOLIA EAU NARBONNE-BIOTERRA implanté Le Ratier 11100 Narbonne. L'inspection a été annoncée le 15/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est organisée suite à une information de l'agence régionale de santé qui a relevé la présence de PFAS dans le captage AEP du ratier à Narbonne. Le forage alimentant ce captage AEP est situé en limite de propriété du site de Bioterra. L'inspection a pour objet de vérifier le respect par l'exploitant de la réglementation sur les PFAS (arrêté ministériel du 20 juin 2023) et la bonne gestion des effluents. L'inspection a également été l'occasion de vérifier les dispositions en place visant à limiter les risques d'incendie, à l'approche de la saison estivale.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEOLIA EAU NARBONNE-BIOTERRA

- Le Ratier 11100 Narbonne
- Code AIOT : 0018200036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOTERRA, filiale de SEDE ENVIRONNEMENT, exploite une unité de compostage de déchets non dangereux (compostage de déchets verts et de boues issues de STEP) sur le territoire de la commune de NARBONNE depuis 2004.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Présence de PFAS dans un captage AEP situé à proximité directe du site

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale PFAS
- Eaux de surface
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
7	Eaux de ruissellement	AP Complémentaire du 03/08/2023, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Rejet d'eaux	AP Complémentaire du 03/08/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
11	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.7.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
17	Situation administrative	AP Complémentaire du 29/06/2011, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
9	Protection des réseaux d'eaux potables et des milieux de	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 4.1.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	prélèvement		
10	Extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.7.1	Sans objet
12	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.7.6	Sans objet
13	Bilan Environnement Annuel	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 9.4.1.	Sans objet
15	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
16	Rondes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
18	Surfaces à débroussailler	Arrêté Préfectoral du 03/06/2014, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose de 3 types d'effluents :

- les eaux de toitures
- les lixiviats issus des activités de compostage réalisées en intérieur et qui font l'objet d'évacuations ponctuelles vers une station d'épuration,
- les eaux de ruissellement sur les voies de circulation et les zones de stockage des composts.

Les rejets aqueux au droit du site (hors eaux de toitures) sont interdits depuis l'arrêté préfectoral du 03/08/2023 et font l'objet d'évacuations ponctuelles vers une station d'épuration.

Dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a fait procéder à 3 campagnes d'analyses PFAS sur les eaux de ruissellement. En revanche, les lixiviats n'ont fait l'objet que d'une seule analyse à date. L'exploitant doit faire procéder aux analyses manquantes et transmettre les résultats à l'inspection avec des commentaires prenant en compte les résultats des analyses PFAS sur les eaux du captage du Ratier situé à proximité immédiate.

D'autre part, considérant :

- la présence de PFAS dans le forage AEP du ratier,
- la proximité immédiate de l'ICPE avec le captage,
- que le bassin de récupération des eaux a débordé à plusieurs reprises par le passé,
- les multiples incendies qui se sont produits sur le site et ont nécessité une extinction par les services de secours

l'inspection demande à l'exploitant de :

- réaliser des prélèvements et analyses en PFAS des sols Le nombre et la localisation des points sera justifié en fonction d'une étude historique et documentaire du site (débordement, incendie, point de rejet historique, proximité du captage...). Un point hors influence du site est également à inclure ;
- justifier l'étanchéité de ses bassins et cuves de stockages des effluents.

Par ailleurs suite à l'arrêté préfectoral du 03/08/2023 interdisant les rejets des eaux susceptibles d'être polluées dans le milieu naturel, l'exploitant doit s'assurer de la capacité du bassin de rétention à récupérer l'intégralité des eaux pluviales. Les justificatifs du volume nécessaire n'ayant pas été fournis, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de s'assurer du bon dimensionnement de ce bassin.

Le bâtiment fermé servant au compostage ne dispose pas de système de détection automatique

d'incendie. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas établi la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Les fiches de données de sécurité et les fiches d'informations préalables n'ont pas été consultées. .
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre sous 1 mois à l'inspection des installations classées la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation . La vérification doit également porter sur les substances utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 20/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription,
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

**Constats :**

L'installation a 3 types d'effluents aqueux :

- les eaux de toitures qui sont rejetées directement dans le milieu naturel
- les lixiviats issues des activités de compostage réalisées en intérieur. Ces effluents sont stockés dans 2 cuves étanches de 15m<sup>3</sup> et 35 m<sup>3</sup>
- les eaux de ruissellement sur les voies de circulation et les zones de stockage des composts. Ces effluents sont stockés dans un bassin de rétention.

Les eaux de toitures n'étant pas susceptible d'être souillées, elles n'ont pas fait l'objet d'analyses.

L'exploitant a réalisé 3 campagnes de mesure dans le bassin de rétention des eaux de ruissellement : le 22/03/24 (dans le puisard du bassin), le 12/04/24 et le 22/05/24 (en bord de bassin). Ces effluents ne sont pas autorisés à être rejetés au droit du site depuis l'arrêté préfectoral du 03/08/2023 et font l'objet d'une évacuation vers une STEP (environ 365 m<sup>3</sup> au mois de mai 2024). Précédemment, ces effluents pouvaient être rejetés notamment en cas de fortes précipitations exceptionnelles. .

L'exploitant a aussi réalisé une analyse des lixiviats le 31/01/2024 avant leur envoi vers la STEP de Narbonne (environ 180 m<sup>3</sup> entre début mars et fin mai 2024). Compte-tenu de l'envoi possible de ces effluents vers un site de traitement, il y a bien un rejet indirect du site. Ces effluents doivent ainsi faire l'objet des 3 campagnes d'analyses.

Les 20 substances PFAS, l'indice AOF ainsi que les 8 autres substances PFAS mentionnées à l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 ont été analysées pour les effluents du bassin de rétention. Pour ces effluents les analyses indiquent une teneur en PFBA de 110 et 380 ng/l, en PFPeA de 140 et 470 ng/l et en PFHxA de 190 et 200 ng/l pour les deux premières analyses. Les résultats du 3ième prélèvement ne sont pas encore disponibles.

4 autres PFAS ont été quantifiés : PFNA, PFHxS, PFOA, PFOS mais avec des concentrations inférieures à 0,1µg/L (limite de quantification imposée par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder aux autres campagnes analyses sur les lixiviats.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription,

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

**Prescription contrôlée :**

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements dans le bassin de rétention ont été réalisés par la société Bureau Veritas, accréditée COFRAC pour le prélèvement. Les analyses ont été réalisées par le laboratoire AGROLAB/AL-WEST B.V. (Pays-Bas) accrédité Raad voor Accreditatie ( organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Exigences pour le prélèvement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rejets dans le bassin de rétention ainsi que les transports de lixiviats vers la STEP sont ponctuels. Il n'y a pas de rejet continu ou ponctuel au droit du site. Un prélèvement 24h n'a ainsi pas pu être effectué.</p> <p>Les 3 prélèvements dans le bassin de rétention ont été réalisés dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prélèvement du 22/03/2024 : hauteur d'eau dans le bassin = 0 m soit 0% de remplissage du bassin, prélèvement dans le puisard du bassin ;</li> <li>- prélèvement du 12/04/2024 : hauteur d'eau dans le bassin = 0,5 m soit 25 % de remplissage du bassin ; prélèvement ponctuel dans le bassin</li> <li>- prélèvement du 23/05/2024 : hauteur d'eau dans le bassin = 1,6 m soit 80 % de remplissage du bassin. Prélèvement ponctuel dans le bassin</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué, lors de l'inspection, que l'installation était en fonctionnement normal lors des prélèvements.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Précisions des mesures**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de</p>

<p>quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports d'analyses mentionnent une limite de quantification de 100 ng/L et la mention « non quantifiée » est précisée lorsqu'une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyses, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a reçu les 2 rapports d'analyses le 14/05/2024. Les résultats des plus récents blancs du système d'échantillonnage et analytique sont absents des rapports.</p> <p>Il doit transmettre prochainement les données sur GIDAF.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant la transmission des résultats sur GIDAF sous 1 mois.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant transmettra ses commentaires sur les résultats des deux types effluents compte-tenu de la qualité des eaux du forage du Ratier et des décompositions possibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 7 : Eaux de ruissellement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/08/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, capacité du bassin de récupération</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure que la capacité du bassin de récupération des eaux du site permette d'accueillir à tout moment les eaux de ruissellement lors d'épisodes orageux sans risque de débordement.</p>



[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées de document attestant la capacité du bassin de récupération des eaux du site à accueillir à tout moment les eaux de ruissellement lors d'épisodes orageux sans risque de débordement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées un document justifiant le dimensionnement du bassin de récupération en prenant en compte les préconisations de la DDTM de l'Aude. Le dimensionnement devra préciser le calcul du volume des eaux de ruissellement ainsi que le volume des eaux d'extinction incendie.  Dans le cas où le bassin actuel est insuffisamment dimensionné, l'exploitant devra indiquer comment il se mettra en conformité avec l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/08/2023 et sous quel délai. S'il y a lieu et dans l'attente de la mise en conformité l'exploitant doit mettre en place un dispositif et une procédure afin d'éviter tout rejet dans le milieu extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Rejet d'eaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/08/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejet d'eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Tout rejet d'eaux autres que les eaux de toiture vers le milieu naturel est interdit. [...] Les eaux du reste des voiries sont collectées par des caniveaux en béton et envoyées, tout comme le restant des eaux de condensats du bâtiment de compostage, vers un débourbeur/déshuileur puis rejetées vers le bassin de collecte des eaux du site.  Tout rejet d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées directement vers le milieu naturel est interdit [...]
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il a été constaté la collecte des eaux de voiries par des caniveaux qui font transiter les eaux vers le bassin de rétention. Ce bassin est régulièrement pompé afin d'éviter un débordement et un rejet dans le milieu naturel.  Les eaux de toiture sont rejetées dans le milieu extérieur en un point de rejet unique.

<p>D'après l'exploitant, il n'y a pas eu de rejet vers le milieu extérieur des eaux susceptibles d'être polluées depuis la publication de l'arrêté préfectoral du 03/08/2023 interdisant tout rejet d'eaux susceptibles d'être polluées.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le dernier rejet dans le milieu naturel date de 2021.</p> <p>Il a été constaté, lors de l'inspection, un remplissage du bassin à environ 80 % malgré l'absence d'événements pluvieux exceptionnels récents. De plus, l'exploitant a indiqué avoir dû pomper le bassin afin d'éviter le débordement et afin de s'assurer de la rétention des eaux incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier les mesures prises pour éviter tout débordement et la disponibilité en tout temps du volume de rétention des eaux incendie (procédures, niveau d'alerte avec vérification à une fréquence adaptée). Il est notamment nécessaire de préciser la hauteur de garde et le pourcentage maximum de remplissage du bassin.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 9 : protection des réseaux d'eaux potables et des milieux de prélèvement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 4.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, raccordements à la nappe d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les raccordements à la nappe d'eau et au réseau public de distribution d'eau potable sont munis de dispositifs évitant tout retour d'eau de l'installation exploitée vers la nappe et le réseau public. Ces dispositifs sont contrôlés au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est reliée au forage F1 et au forage F2 à travers un disjoncteur. Ce dispositif a été vérifié par l'APAVE le 29/08/23 et il est considéré comme conforme.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ne prélevait plus sur le forage F1. En cas de cessation d'utilisation du forage, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à l'application de l'article 4.1.3.1 de l'arrêté Préfectoral du 02/02/2009.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Extinction incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.7.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Extinction incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Une surface au moins équivalente à celle de l'andain de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'installation pour faciliter l'extinction en cas d'incendie.</p>

<b>Constats :</b>
Lors de l'inspection, il a été constaté, dans le bâtiment, des allées vides et des espaces vides facilitant l'extinction en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Ressources en eau et mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une réserve d'eau de 660 m<sup>3</sup> associée à une pomperie incendie alimentant, des robinets d'incendie armés (RIA) en nombre suffisant répartis à l'intérieur du bâtiment de compostage, et, deux poteaux d'incendie normalisés assurant un débit de 300 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 1 bar situés de chaque côté de l'aire de stockage (nord-est et sud-ouest) permettant de couvrir les stockages les plus combustibles (déchets verts, broyage des déchets verts et bois pour valorisation) ;</li> <li>- une centaine de mètres de tuyaux et des lances, établis selon les préconisations des sapeurs-pompiers ;</li> <li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement.</li> </ul> <p>La réserve d'eau doit être rendue accessible aux engins des services d'incendie et de secours pour permettre un approvisionnement direct en cas de défaillance de la pomperie incendie.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est raccordée au réservoir de Cap de Pla afin d'avoir une réserve d'eau en cas d'incendie. Ce réservoir, géré par Véolia Eau, conserve en permanence 4000 m<sup>3</sup>. Le réservoir est équipé d'une alarme niveau bas et la procédure interne de Véolia Eau précise de contacter l'exploitant de Bioterra si cette alarme s'enclenche.</p> <p>L'installation n'est plus équipée de pompes, car la conduite d'arrivée d'eau provenant du réservoir de Cap de Pla est pressurisée. Il a été constaté plusieurs RIA à l'intérieur du bâtiment.</p> <p>Les 5 RIA ont été vérifiés le 15/11/23 et sont considérés en bon état. La pression et le débit des 2 poteaux incendies ont été vérifiés le 21/11/23. Le débit total des 2 poteaux est inférieurs à 300 m<sup>3</sup>/h. Les 38 extincteurs ont été vérifiés le 14/11/23.</p> <p>Le réservoir de Cap de Pla n'est pas directement accessible aux engins des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra s'assurer du débit instantané total des poteaux incendies de 300 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 1 bar. La mesure devra être réalisée en faisant fonctionner les poteaux de manière</p>

simultanée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 12 : consignes générales d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, équipe d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention [...]  <b>Constats :</b>  D'après la fiche de suivi transmise par l'exploitant, 11 employés sont formés à la manipulation des extincteurs (formation en 2022). 9 employés sont formés à l'utilisation des RIA, un des employés est un pompier. Le dernier exercice incendie avec le personnel date du 10/05/2022.  L'exploitant a prévu en 2024 de réaliser avec le SDIS un exercice incendie sur le site avec mise en action coordonnée des ressources respectives des deux entités (hommes/engins/matériels).  <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il a été constaté que les formations de manipulations des RIA datent de plus de 6 ans. Il est demandé à l'exploitant de procéder à des formations plus régulières. De plus, pour les prochains exercices incendie, afin de pouvoir capitaliser l'expérience, il est demandé de chronométrer les différentes étapes et notamment la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie.  <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Bilan Environnement Annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 9.4.1.
<b>Thème(s) :</b> Autre, commission locale d'information et de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le préfet peut être amené à constituer une commission locale d'information et de surveillance du site. [...]  

<p><b>Constats :</b></p> <p>La précédente commission locale d'information et de surveillance du site (CSS) a eu lieu le 14/03/2023.</p> <p>Il est prévu d'organiser une nouvelle CSS après l'été, en septembre ou octobre 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : moyens de lutte contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, système de détection automatique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :  - [...] - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bâtiment fermé où le compost est fermenté et mûré ne dispose pas de système de détection automatique et d'alarme incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place ce type de dispositif sous 3 mois. Dans l'attente de la mise en conformité l'exploitant doit mettre en place un dispositif de suivi renforcé sur le risque de départ de feu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 15 : Détection et surveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection et surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[ ...]</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Cette prescription n'est applicable qu'au 1er janvier 2026, cependant l'exploitant dispose déjà de caméras accessibles à distance pour les zones extérieures de stockage de compost.</p> <p>Un numéro d'astreinte est indiqué sur le portail à l'entrée du site afin que les personnes extérieures puissent prévenir un responsable du site. Il est proposé à l'exploitant de communiquer ce n° aux services du SDIS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Rondes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rondes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>« a. Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.</p> <p>« b. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cette prescription n'est applicable qu'au 1er janvier 2026, cependant l'exploitant organise des rondes après chaque fin de service (2 rondes par jour, la dernière à 19h). Les rondes sont réalisées 6 jours par semaine.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 17 : Situation administrative

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/06/2011, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, tonnages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubriques de la nomenclature concernée :</p> <p>[...]</p> <p>1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires :</p> <p>a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j</p> <p>2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1 :</p> <p>a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j : 192 t/j</p>

<p>3. Compostage d'autres déchets</p> <p>a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection l'état de ces stocks. Il a mesuré approximativement 900 tonnes de compost de déchets verts et de matières liées à ce processus, approximativement 8850 tonnes de compost de boues et de matières liées à ce processus et approximativement 225 tonnes de compost de cendre et de matières liées à ce processus.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le tonnage annuel entrant en 2023 et en 2024 pour chaque catégorie de compost, en indiquant notamment le tonnage journalier lissé sur l'année.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 18 : Surfaces à débroussailler**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/06/2014, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surfaces à débroussailler</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans tous les secteurs définis à l'article 3, le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires, selon les modalités définies ci-après :</p> <p>1° Le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires aux abords des constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres (annexe 3) ; le maire peut porter cette obligation à 100 mètres ;</p> <p>2° Le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires aux abords des voies privées donnant accès à ces constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre de la bande de roulement (annexe 3) avec un dégagement d'au moins 3,5 mètres de hauteur sur 3,5 mètres de largeur au droit de la piste pour permettre le passage d'un véhicule de secours ;</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé au mois d'avril 2024 le débroussaillage sur une distance de 50 mètres. Il a prévu le débroussaillage des parties herbées situées à l'intérieur du périmètre ICPE au mois de juin.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>